« Nous avons quitté l'idée d'une France uniforme »

Intervenant devant l'Institut de défense de l'entreprise et de l'emploi, Claude Guéant a soutenu l'énergie des territoires. L'ancien ministre de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy imagine des « cas particuliers » au sein des grandes régions, en pensant à l'Alsace.

Claude Guéant. PHOTO DNA - Franck BUCHY

Il n'est venu parler ni de peinture flamande, ni de financement de campagne électorale. Invité par René Hans, président du groupe Hans et Associés et fondateur de Capital Initiative, Claude Guéant s'est concentré sur la réforme de l'État et la réduction de la dépense publique tout en exprimant sa « foi dans les territoires de notre pays » devant plus de 150 chefs d'entreprises réunis sous l'égide l'Institut de défense de l'entreprise et de l'emploi (IDEE PME).

« Durant ma carrière, j'ai vu beaucoup d'initiatives qui méritent de la considération et des territoires qui savent se prendre en main », explique l'ancien secrétaire général de l'Elysée de Nicolas Sarkozy.

« Une aberration d'avoir confié les transports scolaires aux régions »

« Il y a des clés pour résoudre nos problèmes qui n'existent que sur le terrain. Les banques ne peuvent pas tout. Nos territoires sont pleins d'une richesse fantastique. Tout ne se passe pas qu'à Paris, Lyon ou Marseille », poursuit-il en citant plusieurs exemples bretons, région dont il a été le préfet.

Et à l'ancien ministre de l'Intérieur de faire un lien entre identités et efficacité. « Si certains territoires sont forts et réussissent, c'est parce qu'ils ont une identité forte : on s'y serre les coudes », assure-t-il. Ce qui sous-tend son « opposition » à la réforme des régions initiée par François Hollande. « La région tire sa force de son identité, c'est le cas pour l'Alsace. C'eut été une ineptie de fondre la Bretagne dans un espace plus grand parce que l'énergie qu'elle met dans ses projets se serait affaiblie », note Claude Guéant.

L'ancien locataire de la place Beauvau se dit aussi sceptique quant aux économies engendrées par la fusion des régions. « C'est une aberration d'avoir confié aux conseils régionaux les transports scolaires, un service de proximité », souligne le haut fonctionnaire à la retraite qui n'envisage toutefois pas de remettre en cause l'ensemble du redécoupage. « Mais il peut y avoir des cas particuliers. Nous avons quitté l'idée d'une France uniforme », conclut Claude Guéant, en pensant à l'Alsace.